Rapport moral Vertaccueillants AG 4 février 2026
Doc de travail 25 janvier 2026

Les constats sur l'accueil des personnes en situation d'exil : cet accueil témoigne de politiques de plus en plus hostiles, les constats où qu'ils se portent sont de plus en plus alarmants.

Tout d'abord au niveau de l'Isère, un collectif d'associations, de syndicats dont bous faisons partie « Bouge ta pref » dénonce les multiples dysfonctionnements de la préfecture de Grenoble.
Le président du tribunal administratif, lui- même le déplore. Dans Le DL le 27 septembre 2025 : « Nous avons vu arriver depuis mai 2024 des profils que l'on ne connaissait pas. Des personnes étrangères insérées, qui travaillent depuis des années en France, qui sont à la fac ou qui avaient des titres de séjour de 10 ans et qui, du fait des dysfonctionnements de l'administration, se retrouvent du jour au lendemain en situation irrégulière ». « Ce sont des cas humains très difficiles auxquels nous n'étions pas habitués »,

Les habitants du plateau du Vercors sont aussi victimes de ces injustices. Suite à une demande du service social du département, nous avons hébergé une jeune femme d'avril à novembre. N'ayant pu obtenir un rendez-vous à la préfecture, elle s'est retrouvée sans autorisation de travail et par conséquent sans revenus pour répondre à ses besoins.
Une autre personne en France depuis 7 ans, qui a suivi des formations et obtenu des diplômes qualifiants, dont les employeurs étaient satisfaits, s'est retrouvée dans la même situation. Faute de capacité d'hébergement et d'accompagnement par notre association nous n'avons pas pu donner suite à cette deuxième demande du service social.

La circulaire Retailleau, que nous avions évoquée lors de notre précédente AG, est une sorte de vade-mecum à l'attention des préfets. Elle avait pour but de créer des conditions très restrictives à la délivrance des titres de séjours. Un an après, nous faisons le constat qu'elle a parfaitement atteint son but.

D'après des éléments communiqués au *Monde* (article du 23 décembre 2025) par le ministère de l'intérieur, le volume des régularisations est en chute de 42 % sur les neuf premiers mois de l'année, avec 11 012 titres délivrés contre 19 001 sur la même période de 2024.
Toutes les catégories de régularisation sont concernées : travail, vie privée et familiale, études, etc.

Quant à la fameuse liste des métiers en tension permettant l'embauche de travailleurs migrants, publiée en mai, déclinée par régions, elle est peu en phase avec la réalité de l'économie. Par exemple, en Île de France, le secteur du nettoyage, notoirement connu pour recourir à une main-d'œuvre irrégulière, ne figure pas dans la liste.

Et enfin, compte tenu de l'injonction désormais systématique de décider d'une OQTF pour les personnes déboutées, les avocats préfèrent conseiller de ne pas déposer de demande pour éviter le risque de l'expulsion. Pour rester sur le territoire, ne pas être séparé de sa famille, voilà les personnes condamnées au travail au noir.

De tous ces constats, nous pouvons en tirer une conséquence. L'Etat français ne protège pas sa population, bien au contraire, il génère la précarité et place les personnes en situation de grande détresse, non seulement sociale mais aussi psychique, avec des risques d'effondrement et de mise en danger de soi même.

Au niveau international, l'actualité est, elle aussi, très sombre.
La mise en œuvre des politiques hostiles aux personnes en situation d'exil est de plus en plus effrayante, avec des effets délétères sur les populations qui vivent dans la peur. Les USA en sont un des exemples les plus extrêmes et les plus médiatisés. Mais cette médiatisation ne doit pas nous faire oublier le sort des migrants en Suède, en Tunisie, en Iran et dans tant d'autres pays où la déshumanisation par le langage ou par les actes sont la règle. Et surtout n'oublions pas les gazaouis, emprisonnés dans leur territoire dans des conditions sanitaires, sociales et de sécurité terrifiantes mais qui ne peuvent émigrer.

Mais malgré tous les obstacles mis sur le chemin de l'exil, hommes et femmes prennent la route, prennent la mer. Tout près de nous, la preuve est là que malgré des mesures toujours plus restrictives, le mouvement des populations est irrépressible.
Malgré la politique anti-migratoire du gouvernement travailliste britannique, avec la complicité vaine des autorités françaises, plus de 41 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni en traversant la Manche sur de petites embarcations, au péril de leur vie, en 2025, un chiffre en hausse pour la deuxième année consécutive.

L'exemple de l'Espagne pour cultiver l'espoir.
Malgré cette liste de constats accablants, ne nous laissons pas enfermer dans le pessimisme. Cultiver l'espoir est indispensable. Pour ce faire, prenons l'exemple de l'Espagne. Loin de moi l'idée que ce pays est un eldorado pour les personnes en situation d'exil mais tout de même...
Je m'en réfère, entre autres sources, à l'article du *Monde* du 21 octobre 2025, qui témoigne qu'une autre politique est possible.
Le pays compte désormais un peu plus de 49 millions d'habitants, dont 7 millions d'étrangers (14,3 %). Statistiquement, l'immigration y est majoritairement marocaine, puis latino.
On estime que cette immigration contribue pour un quart de la hausse totale du niveau de vie des Espagnols et limite ce qu'on appelle l'hiver démographique.
Les règles administratives ont été assouplies. L'obtention d'un titre de séjour est soumise à la preuve de résidence de deux ans par un simple enregistrement en mairie. Cinq types « d'ancrage » sont reconnus : social, socioprofessionnel, familial, de « *formation* » et de *« seconde chance »*.
Nous sommes bien loin des règles administratives françaises très complexes et appliquées fréquemment avec arbitraire.
Au récit sécuritaire, cette autre politique oppose une vision pragmatique : l'immigration pour lutter contre l'hiver démographique et favoriser le développement économique et une vision humaniste. « Le premier ministre rappelle volontiers qu'il *« il n'y a pas si longtemps, l'Espagne était aussi un pays de migrants ».*

En s'appuyant sur tous ces constats précédents, la nécessité de l'engagement militant en faveur de l'accueil et pour le respect de la dignité des personnes est plus que jamais un indispensable de la vie citoyenne et politique.

Le rapport d'activités présenté témoigne de cet engagement par l'action.

Deux temps forts sont à souligner

Le festival Pili-pili 2025. Il a eu un grand succès. Dans une ambiance très conviviale, il a permis de sensibiliser aux enjeux de la question migratoire et de développer les partenariats sur notre territoire et au-delà.

Les 10 ans des Vertaccueillants ont été l'occasion d'une fête joyeuse, chaleureuse, à l'image de ce que nous souhaitons partager.

Des points d'ancrage solides qui permettent à notre association de développer son action :

Nos accueillis d'hier et d'aujourd'hui sont de plus en plus impliqués dans la vie des Vertaccueillants et aussi dans la vie associative du plateau.

Le CA est très actif et permet un très riche travail collaboratif.

Nous pouvons nous appuyer sur des partenariats très étayant : en particulier *Le Caméléon*, *les Épicéas*, *Bouge ta Pref. D*epuis cette année nous sommes présents au CA de l'Agopop et nous sommes désormais identifiés comme une ressource par le service social du département.

Les militants forment un groupe très fiable, déterminé et toujours de bonne humeur.

Quelles perspectives à envisager pour 2026

En 2026, un rendez-vous démocratique important nous oblige, les élections municipales. Sur le plateau, les listes sont nombreuses, portent des projets locaux sous tendus par des valeurs plus ou moins explicites et une vision de notre société plus ou moins plurielle. Il nous semble cohérent de faire de la tolérance, l'ouverture à la diversité et à la solidarité, une de nos boussoles au moment de mettre notre bulletin dans l'urne.

En 2026, la vigilance et, si besoin, la mobilisation contre des politiques publiques néfastes seront toujours de mise.

En 2026, le riche potentiel humain de notre association nous rend confiant quant à sa capacité de déployer nombre d'actions efficaces.

Et voici pour finir, une citation de **Pierre Jacquemain** (Politis 18 dec 2025 p5) dans un dossier sur le concept de méritocratie. Dans un contexte très différent, celui de notre association, elle semble tout à fait adaptée à ce qui nous mobilise.
« Repenser le « je » comme un nous, c'est refuser le récit qui isole, culpabilise et invisibilise, c'est admettre que la solidarité n'est pas un supplément d'âme, mais la seule manière d'habiter un monde où les destins se tissent les uns dans les autres ».

Jo Ficheux, présidente